

Elie Hallak, médecin juif de Beyrouth...

Il soignait musulmans, chrétiens et juifs. Il croyait à la paix. Voilà pourquoi les hezbollahis l'ont assassiné

Elie Hallak avait 59 ans. Médecin à Beyrouth, il avait toujours vécu à l'ouest de la ville. Juif assimilé, il ne se sentait bien que dans la capitale libanaise. En 1976, au plus fort de la guerre civile, il avait essayé de s'installer à Paris pour que les siens puissent vivre à l'abri ; n'ayant pas la nationalité française, il était vite revenu à Beyrouth.

Certes, il y avait des combats dans la ville, et beaucoup de juifs libanais — ils étaient sept mille avant la guerre — songeaient au départ. Mais Elie Hallak, qui deviendra plus tard vice-président de la communauté juive libanaise, ne s'en faisait pas : dans le quartier de Wadi-Abou-Djamil, on cohabitait depuis toujours entre musulmans sunnites, kurdes, grecs orthodoxes et juifs. Il se sentait bien sûr solidaire de cette communauté juive libanaise qui, au XIX^e siècle, avait planté des cèdres dans le Chouf pour marquer son attachement au Liban, mais ne soignait-il pas sans distinction musulmans ou chrétiens dans le dispensaire juif du quartier ou à son propre cabinet ? Travaillant aussi à l'hôpital des Enfants-Malades de Fourn-el-Chebak, il avait bien trop à faire pour s'occuper de politique. Et puis les Palestiniens qui contrôlaient le secteur ouest de la ville n'avaient jamais inquiété la petite communauté juive qui y était restée...

C'est le 30 mars 1985 que son destin bascule. Ce jour-là, des miliciens en armés se présentent à son domicile, rue de la Mission. Ce sont les hezbollahis, des chiites membres du Parti de Dieu. Le docteur Hallak n'a cependant pas trop peur. Ses trois enfants — des garçons — font leurs études à Paris. Sa femme, qui est infirmière, est précisément à ce moment avec eux. Surtout, le voisinage, qui assiste à l'enlèvement, proteste. Hallak a soigné des chiites, de plus en plus nombreux dans le quartier.

Ce jour-là cependant, d'autres juifs restés à Beyrouth-Ouest disparaissent aussi. Un commerçant en électroménager, Elie Srour, est enlevé dans son magasin à 19 heures. Une demi-heure plus tard, Haim Hallal Cohen, commerçant sur Hamra, la grande artère marchande de Beyrouth-Ouest, est kidnappé à l'entrée de son domicile. Le lendemain, c'est le président de la communauté lui-même, Isaac Sassoun, qui est enlevé à la sortie de l'aéroport alors qu'il rentrait d'un congrès médical. Plus tard, en juillet et en août, huit autres membres de la communauté seront enlevés.

Aux otages, les hezbollahis, qui disent faire partie de l'organisation des Opprimés sur la Terre, expliquent qu'ils exécutent « un jugement de Dieu ». Ils les accusent d'être des agents du Mossad israélien. Ainsi, Elie Hallak serait, à leurs yeux, le principal responsable du

réseau d'espionnage israélien au Liban. Dé-tenteur selon eux d'un passeport français — qu'il n'a jamais eu —, ils lui reprochent en outre d'avoir « rencontré des agents de renseignement à Paris ».

Elie Hallak ne sait pas encore qu'il va mourir. Les hezbollahis vont faire appel à lui pour soigner des miliciens blessés et, en juin, ils lui demanderont de s'occuper de l'un des passagers américains du vol 847 de la TWA détourné sur Beyrouth. A Paris, ce passager prendra contact avec la famille du médecin. Mme Hallak reste confiante et est persuadée que tout finira par s'arranger entre Libanais.

Le 20 février 1986, les Opprimés sur la Terre remettent un communiqué déclarant que « l'exécution de l'espion Elie Hallak est une réponse aux opérations terroristes menées par

MOSCOU

Gorbatchev contre les "propriétaires"

Pas de « rapport secret » mais les cibles sont connues

« Réforme radicale », « transformation révolutionnaire », « reconstruction profonde de l'économie » : Mikhaïl Gorbatchev a choisi des formules fortes dès l'ouverture du 27^e congrès du PCUS, comme pour mieux signifier aux Soviétiques que l'ère des changements a commencé. D'après lui, l'URSS paie cher pour le long règne d'une génération qui s'est accrochée au pouvoir jusqu'à son épuisement biologique. En dénonçant ses prédécesseurs, Gorbatchev n'a même pas eu besoin de prononcer leurs noms et il ne fera sûrement pas un « rapport secret » sur Leonid Brejnev. Tout le monde sait, à Moscou et ailleurs, que le « maréchal suprême » des années 70, grand responsable du développement de la mentalité *tchassno-solestvinnoi* (celle des « propriétaires privés »), n'a pas été un tyran mais un simple incapable.

La volonté de Gorbatchev de sortir l'URSS de sa torpeur trouve, d'après tous les témoignages, un écho favorable parmi les Soviétiques. Mieux : les formules de leur leader sur les changements éveillent déjà de grands espoirs. C'est ainsi qu'il a su faire de ce congrès un événement. Mais Mikhaïl Gorbatchev, pour le moment, n'a rien dit de très concret sur les réformes qu'il prépare. Certes, il a repris, dans son discours du 27^e congrès, ses arguments en faveur d'une fiscalité progressive, susceptible

Israël au Sud-Liban ». En échange de la restitution du corps, ils demandent le retrait d'Israël de tous les territoires occupés du Liban et la libération des détenus de la prison de Khiam.

Pourquoi raconter cette histoire alors qu'il y a tant de morts au Liban et tant d'otages à Beyrouth ? Peut-être parce que le drame de ces juifs non sionistes et non impliqués dans le conflit libanais est plus exemplaire que les autres. Les otages français, américains ou britanniques, ont un pays pour les défendre. Les chrétiens et les musulmans ont leurs propres milices et leurs moyens de représailles. Ces juifs du silence n'ont personne, pas même Israël dont ils ne se réclament pas. Beate Klarsfeld s'est rendue le 17 janvier à Beyrouth où elle s'est proposée comme otage en échange des Libanais. Elle a demandé à l'un des représentants des ravisseurs venus à Baalbek de s'expliquer : « Pourquoi vous en prenez-vous à des innocents ? » Réponse de son interlocuteur : « Parce que, de toute façon, tous les juifs sont frères et tous les juifs sont responsables. » On a déjà entendu cela.

Pierre Blanchet et Claire Brière

d'atténuer les inégalités sociales, et d'une plus grande liberté d'initiative des kolkhozes, qui pourrait améliorer l'approvisionnement du pays. Mais, pour le reste, il semble s'en remettre à la bonne volonté des Soviétiques — qui devraient comprendre qu'ils ont intérêt à être moins égoïstes et à travailler mieux.

Certes, si Gorbatchev ne dit pas tout dès le début du congrès, c'est qu'il doit d'abord surmonter la résistance de l'appareil de son parti, qui se sent tout à fait à l'aise dans la mentalité brejnévienne des « propriétaires privés ». En outre, Gorbatchev ne sait toujours pas où il en est dans ses rapports avec Ronald Reagan et dans quelle mesure il peut réduire ses ruineuses dépenses d'armement. Il a bien évoqué un calendrier de retrait graduel des troupes soviétiques d'Afghanistan et proposé une conférence des cinq membres permanents du Conseil de Sécurité. Mais sur toutes ces questions la grande réunion dans la salle du Palais des Congrès au Kremlin ne peut donc donner des réponses immédiates. Ce qui est sûr, c'est que quelque chose bouge en URSS, après un quart de siècle d'immobilisme. Le monde — surtout la gauche — aurait tort de prétendre que cela n'a pas d'importance et il serait risqué de prédire trop précipitamment l'échec du « réformisme » de Gorbatchev.

K. S. Karol